



## Sommaire exécutif

Le présent rapport fait état des résultats de la vérification des pratiques de gestion des marchés et de la conformité au sein de la Section du matériel et de la gestion des contrats de la Direction des services administratifs communs (DSAC).

La vérification comprenait un examen du cadre de contrôle de gestion mis en place, d'une part, pour assurer la conformité à la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor et au Règlement concernant les marchés de l'État, ainsi qu'aux politiques des Conseils eux-mêmes, le cas échéant, et d'autre part, pour vérifier que les procédures ministérielles sont efficaces et efficientes et qu'elles assurent l'optimisation des ressources ainsi que l'intégrité financière conformément à notre protocole d'entente.

En résumé, nous avons découvert qu'il existe des lacunes au chapitre de la conformité aux politiques sur les marchés et qu'il y a matière à amélioration sur certains aspects. La première observation formulée ci-après est la plus importante, car elle porte sur plusieurs lacunes permanentes concernant la conformité dans la passation des marchés. Ces points sont présentés brièvement ci-dessous et analysés de manière approfondie dans le corps du présent rapport :

- L'examen des marchés du CRSNG et du CRSH a révélé plusieurs lacunes systématiques importantes au chapitre de la conformité, qui nécessitent l'adoption de mesures.
- Il faut mettre en place un meilleur système pour recueillir des données sur les marchés aux fins d'analyse, de gestion et de présentation de l'information.
- Il faut faire connaître plus clairement le pouvoir délégué d'amorcer la procédure de passation de marché.
- Il faut évaluer la performance des entrepreneurs et entrer les résultats dans une base de données, afin de mettre cette information à la disposition des parties compétentes au besoin.
- Il faut examiner le mécanisme de renouvellement des ressources humaines au sein de la Section du matériel et de la gestion des contrats de la DSAC afin de s'assurer que les compétences appropriées sont en place pour s'adapter à un environnement en pleine évolution et plus exigeant.
- Il faut doter la Section du matériel et de la gestion des contrats des normes dont elle a besoin pour disposer d'outils de référence aux fins de l'évaluation interne et faire mieux connaître aux clients la norme de service à laquelle ils peuvent s'attendre.

Nos observations décrivent les procédures nécessaires qui n'ont pas été mises en place et les lacunes ou omissions systématiques dans le processus de passation des marchés. Nous n'avons pas jugé utile de faire état dans notre rapport des lacunes ou omissions ponctuelles afin de permettre aux gestionnaires de fournir une réponse détaillée à nos observations. Par conséquent, toutes les observations font ressortir des problèmes importants en précisant de façon raisonnable le niveau de risque connexe. Étant donné que les observations sont interreliées et qu'elles devraient donner lieu à une intervention globale pertinente, nous n'avons pas jugé utile de les classer par ordre de priorité.

À notre avis, lorsque les procédures supplémentaires seront en place et que les lacunes et omissions dont nous avons fait état auront été corrigées, la Section du matériel et de la gestion des contrats sera mieux en



mesure de fournir des services aux groupes clients; elle respectera davantage les exigences des organismes centraux et des Conseils; aura un mode de fonctionnement plus professionnel et proactif; et sera mieux armée pour faire face à un examen rigoureux dans un environnement de passation de marchés appelé à devenir plus exigeant.

Nul doute que les gestionnaires de la Section du matériel et de la gestion des contrats et de la DSAC dans son ensemble sont impatients de s'attaquer aux problèmes analysés de manière approfondie dans notre rapport et qu'ils ont déjà pris des mesures dans certains cas à la lumière des discussions et de l'information échangée.